



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 07/07/2023

Reçu en préfecture le 07/07/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_105-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le trois juillet à 19 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 27 juin 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Catherine OMONT, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Eric LE FEVRE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Pascale GALAIS donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Aline MARECHAL donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Aliké PERENDOUKOU donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE


Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 3 juillet 2023

Envoyé en préfecture le 07/07/2023
Reçu en préfecture le 07/07/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_105-DE

M_DL230703_105

SPORTS - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS A L'ASSOCIATION JEUNESSE SPORTIVE DU FONTENAY- ADOPTION - AUTORISATION

Madame Christel BOUBERT, Adjointe au Maire. La ville de Fontenay doit entreprendre des travaux de réhabilitation de son terrain de football en gazon naturel durant la période du 16 août au 26 novembre 2023.

Des besoins de mutualisation pouvant être récurrents, les deux villes, du fait de leur proximité et de leurs projets respectifs, tendent vers un partage, le cas échéant, des équipements municipaux.

Afin que l'association « Jeunesse Sportive de Fontenay Football Club » puisse poursuivre ses entraînements et compétitions, la ville de Montivilliers souhaite mettre à disposition le stade Louis Simon et le stade Jules Tauvel selon les horaires et conditions indiqués en annexe. Une priorité d'utilisation sera conservée en faveur de l'association sportive de Montivilliers Football.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT

- Que l'intérêt de la ville de Montivilliers de mettre des équipements sportifs à disposition de la commune du Fontenay dans le cas décrit précédemment ;

Sa commission municipale Vie sportive et vie associative réunie le 26 juin consultée ;

VU le rapport de Madame **Christel BOUBERT**, Adjointe au Maire en charge de la Vie sportive, du Développement du sport santé, des Équipements sportifs de détente et de loisirs ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un équipement sportif pour l'Association Jeunesse Sportive du Fontenay Football Club.

Sans incidence budgétaire


ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

**Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.**

Envoyé en préfecture le 07/07/2023
Reçu en préfecture le 07/07/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_105-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr